

SEMONS DES SIGNES D'ESPÉRANCE

« Tout le monde espère. L'espérance est contenue dans le cœur de chaque personne comme un désir et une attente du bien, bien qu'en ne sachant pas de quoi demain sera fait. »

« Quel que soit le genre de vie, on ne peut pas vivre sans ces trois inclinations de l'âme : croire, espérer, aimer. »

(Pape François, « L'espérance ne déçoit pas », §1 et 3)

IFDP, UNE AGRICULTURE POUR LA PAIX

Au Sud-Kivu, Innovation et formation pour le développement et la paix (IFDP) accompagne la construction de la paix par la résolution des conflits liés à la terre.



Dans cette région de l'est de la République démocratique du Congo, 90 % de la population vit de la terre. Dans un contexte de conflits armés et de faiblesse de l'État, des tensions naissent au sein des communautés. Elles se cristallisent autour de la terre, du pouvoir et de l'identité, et il n'est pas rare que ces rivalités foncières dégénèrent en violences communautaires et intercommunautaires.



Dans ce contexte, IFDP travaille à la résolution des conflits en accompagnant l'instauration d'un dispositif local de gestion foncière. Les membres d'IFDP s'appuient sur une reconnaissance du droit coutumier et les chefferies locales pour arbitrer les conflits entre paysans sur la propriété de la terre. IFDP développe aussi des outils de cartographie participative à partir desquels ils peuvent établir des certificats fonciers. La solution proposée vient toujours des parties en conflit et est officialisée par la signature d'un document commun. Ce document a une valeur officielle et vient pallier l'absence de cadastre géré par l'État.

IFDP définit son action comme une « sociothérapie communautaire ». En complément de la résolution des rivalités, IFDP accompagne aussi les victimes à se reconstruire personnellement. Ce travail autour des rivalités foncières permet de redévelopper le lien social en évitant les violences. Face à l'exploitation minière, forestière, ou les accaparements de terre, IFDP permet aussi aux communautés de retrouver un pouvoir de décision sur les modèles agricoles et alimentaires, à travers une agroécologie paysanne, c'est-à-dire une agriculture locale, familiale et respectueuse de l'environnement.

Une action tournée vers l'instauration d'un dispositif local de gestion foncière.

CREUSONS UN SILLON VERS L'ESPÉRANCE

« La vie chrétienne est un chemin qui a besoin de moments forts pour nourrir et fortifier l'espérance, compagne irremplaçable qui laisse entrevoir le but : la rencontre avec le Seigneur Jésus. »

(Pape François, « L'espérance ne déçoit pas », §5)

SNEHA, LA PÊCHE ARTISANALE FACE À L'ÉCONOMIE BLEUE

SNEHA (Éducation aux besoins sociaux et sensibilisation des humains) est une association travaillant avec plusieurs milliers de pêcheurs et pêcheuses artisans et artisanes principalement dans l'État du Tamil Nadu, ainsi que dans d'autres États et territoires côtiers en Inde.



Les communautés de pêcheurs et de pêcheuses font face au déploiement de l'économie bleue : une politique économique de développement de la rentabilité des côtes et des océans par l'exploitation touristique et industrielle dans de nombreux pays. « *Les ressources terrestres ont été exploitées au maximum de leurs capacités. Il reste donc les ressources sous-marines, surnommées "milliards engloutis". La mer et ses*



ressources sont en effet devenues une ultime frontière des politiques économiques libérale », explique Jesu Rethinam, directrice de SNEHA. Les communautés de pêcheurs et de pêcheuses sont aussi victimes des aléas climatiques de plus en plus fréquents et imprévus ainsi que l'érosion des côtes.

SNEHA veut faire reconnaître la souveraineté de celles et ceux qui constituent les « peuples de l'océan » : l'ensemble des communautés vivant sur les côtes. Ainsi, SNEHA accompagne le développement de l'autonomie des organisations communautaires (coopératives de femmes, syndicats, groupes d'enfants issus des communautés côtières).

SNEHA effectue aussi un travail de plaidoyer auprès du gouvernement afin d'inciter à la coconstruction des politiques liées à la gestion des côtes avec les populations directement concernées. SNEHA travaille également à la protection des zones côtières. Et a notamment mené un grand programme de plantation de 7 520 palmiers sur les côtes du Tamil Nadu, ce qui a permis de ralentir l'érosion des rivages. Dans le cadre de ses activités de recherche et de plaidoyer à l'international, SNEHA, avec d'autres organisations de pêcheurs et de pêcheuses, a mené une grande étude sur l'économie bleue dans six pays montrant les impacts négatifs de ce modèle de développement sur les côtes. Les résultats des recherches ont été présentés à l'occasion d'une série de Tribunaux populaires, qui se sont tenus en ligne d'août 2020 à février 2021.

SNEHA agit pour une reconnaissance des peuples de l'océan.

FAISONS GERMER DES SIGNES D'ESPÉRANCE

« La communauté chrétienne doit toujours être prête à défendre le droit des plus faibles. Qu'elle ouvre toutes grandes les portes de l'accueil avec générosité afin que l'espérance d'une vie meilleure ne manque jamais à personne. »

(Pape François, « L'espérance ne déçoit pas », §13)

ASSESOAR, LES FILIÈRES LOCALES FACE À L'AGROBUSINESS

Depuis 1966, dans l'État du Paraná au sud du Brésil, ASSESOAR met en lien et forme les paysannes et paysans face à l'agrobusiness pour développer une agriculture locale et durable.



L'Association d'études, d'assistance et d'orientation rurale (ASSESOAR) permet aux paysannes et paysans de l'État du Paraná dans le sud du Brésil de s'organiser et de porter une parole commune. L'agrobusiness, depuis la fin des années 1960, fait pression pour concentrer les terres agricoles et spécialiser l'agriculture dans des productions destinées à l'export. Ces productions détruisent l'environnement, accaparent les terres empêchant le développement d'une agriculture locale, durable et familiale. Cela est favorisé par l'extrême droite toujours au pouvoir aujourd'hui à l'échelle locale. Pedro, militant du Mouvement des sans-terre, se souvient : « *L'un des policiers m'a dit : "On a l'autorisation de tuer les sans-terre."* »



ASSESOAR met l'accent sur l'urgence d'un accès à une alimentation saine pour les populations. Elle forme les paysannes et les paysans au développement d'une agriculture durable et écologique et accompagne le déploiement de filières locales. Au moyen de l'éducation populaire, elle accompagne les communautés à s'organiser pour défendre leurs droits et le droit à une alimentation locale, écologique et rémunératrice. ASSESOAR est dirigée par des paysannes et paysans et emploie des techniciennes et techniciens spécialisés en agronomie. Elle agit spécifiquement auprès des populations les plus fragiles : les communautés indigènes, les femmes. À travers les relations ville-campagne, elle sensibilise à la protection de l'environnement et de la biodiversité et permet des filières de consommation locales. Les conseils et la formation permettent aux agriculteurs et agricultrices de se libérer des contraintes de l'agriculture conventionnelle en améliorant leurs revenus et leur niveau de vie tout en préservant les méthodes de productions ancestrales.

L'association défend l'accès à une alimentation locale, écologique et rémunératrice.

CONTEMPLONS CE QUI ADVIENT PAR L'ESPÉRANCE

« Si nous voulons vraiment préparer la voie à la paix dans le monde, engageons-nous à remédier aux causes profondes des injustices, apurons les dettes injustes et insolubles et rassurons les affamés. »

(Pape François, « L'espérance ne déçoit pas », §16)

LA FNSA POUR UNE AGROÉCOLOGIE PAYSANNE AU MAROC

La Fédération nationale du secteur agricole (FNSA) réunit 16 organisations syndicales et associatives du secteur agricole à travers tout le Maroc.



Le monde agricole marocain est dans un contexte politique et économique favorisant uniquement l'agriculture industrielle et d'exportation qui accapare les terres et détériore l'environnement. Ce modèle agro-industriel surexploite tout autant l'environnement que les travailleuses et travailleurs. La FNSA a une position clé pour défendre des politiques économiques plus respectueuses des droits des paysannes et paysans et de l'environnement. En effet, elle fédère différentes organisations de l'agriculture, des eaux et forêts, de la pêche, des salariés des ministères ainsi que des organisations de femmes, de jeunes ou de retraités du secteur agricole. Ses analyses peuvent donc intégrer les différents points de vue.



Au Maroc, il existe des terres collectives. Elles bénéficient notamment à une agriculture locale. Cependant, de nombreux investisseurs font pression sur les ayants droit de ces terres afin de les privatiser pour y installer une agriculture d'exportation. La loi empêche déjà les femmes de bénéficier de ces terres. Des luttes ont pu ouvrir des possibilités pour l'accès des femmes à ces terres.

De par son implantation nationale, son statut syndical et la diversité de ses membres, la FNSA réussit à construire une analyse critique fine de ce que vivent les populations agricoles au Maroc.

La FNSA agit aussi pour le développement de l'agroécologie au Maroc. En lien avec l'association Terre et Humanisme Maroc, et soutenue financièrement par le CCFD-Terre Solidaire, elle a monté un programme d'initiation et de formation aux pratiques agroécologiques, par le biais d'une ferme-école. Une formation très complète (aux techniques agroécologiques, mais aussi politiques et au financement de leur activité) accompagne les petites exploitations à gagner en autonomie et à faire face à l'intense sécheresse qui frappe le pays depuis quelques années.

Soutenir les populations agricoles contre le développement d'une agriculture industrielle et d'exportation.

RÉCOLTONS LES FRUITS DE L'ESPÉRANCE

« Oui, nous devons *“déborder d'espérance”* (cf. Rm 15, 13) pour témoigner de manière crédible et attrayante de la foi et de l'amour que nous portons dans notre cœur ; pour que la foi soit joyeuse, la charité enthousiaste ; pour que chacun puisse donner ne serait-ce qu'un sourire, un geste d'amitié, un regard fraternel, une écoute sincère, un service gratuit, en sachant que, dans l'Esprit de Jésus, cela peut devenir une semence féconde d'espérance pour ceux qui la reçoivent. » (Pape François, « L'espérance ne déçoit pas », §18)

POUR UNE AGROÉCOLOGIE PAYSANNE ET SOLIDAIRE

Dans son discours d'ouverture de la Journée mondiale de l'alimentation en 2020, le pape François invitait les organisations internationales à *« promouvoir une agriculture durable et diversifiée, soutenir les petites communautés agricoles et coopérer au développement rural dans les pays les plus pauvres »*.



L'ampleur de la crise actuelle de la faim et de la malnutrition dans le monde est énorme. En 2023, le PAM estime que 333 millions de personnes – sur les 820 millions souffrant de la faim – ont été confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire critiques sans savoir d'où viendrait leur prochain repas. Tandis que les petits agriculteurs et les paysans nourrissent environ 70 à 80 % de la population mondiale, il est choquant qu'ils représentent aussi 80 % des personnes affamées dans le monde et 70 % de celles vivant dans l'extrême pauvreté.

Cela nous conduit à interroger les systèmes de production agricoles comme le font les Nations unies en instaurant de 2019 à 2028 une « Décennie pour l'agriculture familiale ». À l'échelle de la planète, les filières agricoles et alimentaires favorisent la spécialisation dans des productions d'exportation au détriment de l'agriculture vivrière et familiale durable à destination des marchés locaux et de l'autoconsommation, participant ainsi à créer une « économie de la faim ».

La sécurité alimentaire passe par une souveraineté alimentaire qui constitue le droit de chaque peuple à maintenir et à développer sa propre capacité à produire son alimentation de manière durable, facteur essentiel de la sécurité alimentaire au niveau national et communautaire, tout en respectant la diversité culturelle et agricole.

Au CCFD-Terre Solidaire, nous nous mobilisons aux côtés de nos partenaires pour accompagner le développement d'une agroécologie paysanne et solidaire, élément essentiel de la souveraineté alimentaire.

Durant le Carême, le Christ nous invite à partager l'espérance de la Résurrection. Espérance des paysans du Brésil, du Maroc et de la République démocratique du Congo ou des pêcheurs d'Inde lorsque nos partenaires agissent à leurs côtés pour la souveraineté alimentaire : accompagnement de systèmes de production durables et solidaires, règlement des conflits liés à la terre ou à la pêche, défense des droits... Proposons à nos communautés chrétiennes de vivre la dimension internationale et diffusons autour de nous cette espérance !

Ensemble, engageons-nous contre la faim et pour la souveraineté alimentaire !